

Cote du document: EB 2020/130/R.46
Date: 25 août 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Compte rendu de la deuxième session de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Ronald Hartman

Directeur
Division de l'engagement, des partenariats et de la
mobilisation des ressources à l'échelle mondiale
téléphone: +39 06 5459 2610
Portable: +39 331 684 7665
courriel: r.hartman@ifad.org

Leon Williams

Responsable principal des partenariats, Reconstitution
des ressources
téléphone: +39 06 5459 2809
Portable: +39 366 783 5759
courriel: l.williams@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trentième session
Réunion virtuelle: 8-11 septembre 2020

Pour: **Information**

Compte rendu de la deuxième session de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA

Conformément à la Résolution 211/XLIII relative à l'établissement de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), qui prévoit que le Conseil d'administration soit tenu informé de l'avancement des délibérations de la Consultation, on trouvera ci-joint, en annexe au document, les synthèses du président sur les deux réunions de la deuxième session de la Consultation sur FIDA12.

Cote du document: IFAD12/2(R)/INF.1/Rev.1
Date: 10 août 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

**Synthèse du président de la Consultation:
Deuxième réunion de la deuxième session
de la Consultation sur la Douzième
reconstitution des ressources du FIDA**

Pour: **Information**

Synthèse du président de la Consultation: Deuxième réunion de la deuxième session de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA

1. Les membres de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), la direction et des membres du personnel du Fonds se sont réunis les 22 et 23 juillet 2020, dans le cadre de la deuxième réunion de la deuxième session de la Consultation, pour évoquer le modèle opérationnel et le cadre de financement de FIDA12. Des représentants de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et de la Banque asiatique de développement étaient également présents en qualité d'observateurs.
2. Après les remarques introductives du président externe, M. Kyle Peters, le Président du FIDA a prononcé un discours d'ouverture rappelant aux Membres la nécessité de mettre davantage l'accent sur l'appui aux populations qui souffrent le plus de la pauvreté et de la faim dans le monde, et traçant le cadre du débat sur le financement de FIDA12, en appelant à apporter des contributions au scénario financier le plus élevé. Les deux envoyés spéciaux du FIDA pour FIDA12 – Olusegun Obasanjo, ancien Président du Nigéria et Président du Prix pour l'alimentation en Afrique, et Hailemariam Desalegn, ancien Premier Ministre de l'Éthiopie et actuel Président de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique – ont participé en qualité d'hôtes d'honneur à la partie inaugurale de la session. Ils ont évoqué l'impact positif du FIDA sur les communautés rurales de leurs pays respectifs et la pertinence accrue du mandat du FIDA dans la situation actuelle pour faire en sorte que les communautés rurales puissent se relever après les crises et prospérer. Ils ont exprimé leur appui aux ambitions du Fonds pour FIDA12 et invité les Membres à appuyer une solide reconstitution des ressources.
3. Le délégué de l'État du Koweït a annoncé qu'en raison des restrictions actuelles sur les voyages et des mesures liées à la pandémie le Koweït ne serait plus en mesure d'accueillir au mois d'octobre la troisième session de la Consultation sur FIDA12. Il a toutefois exprimé l'espoir qu'il serait possible d'accueillir une future manifestation du FIDA. S'agissant de la configuration de la troisième session, le président externe a informé les Membres que la direction leur ferait parvenir une communication en temps opportun.
4. Avant de passer au point principal de l'ordre du jour, le président externe a présenté des informations actualisées sur les débats concernant la transition et le reclassement. Depuis la première réunion de la deuxième session, les 16 et 17 juin, et à la suite d'ultérieures consultations avec les Coordonnateurs des listes, il a été convenu de constituer un petit groupe de délégués composé de représentants de toutes les listes et chargé de définir une marche à suivre. Les Membres ont été informés que ce groupe tiendrait sa première réunion la semaine suivante. Les Membres seraient périodiquement tenus au courant des progrès par les participants au groupe et recevraient un document d'actualisation à la session d'octobre ou même avant.
5. L'ordre du jour a été adopté sans modifications.

A. Modèle opérationnel

6. La direction a présenté une vue d'ensemble du document sur le modèle opérationnel et le cadre de financement, résumant les points principaux concernant le modèle opérationnel, le cadre et les scénarios de financement, et le projet de Cadre de gestion des résultats (CGR).

7. Les Membres ont apprécié le caractère détaillé du document et sa corrélation avec l'avantage comparatif du FIDA. Ils se sont félicités de l'accent qu'il était proposé de mettre sur le relèvement, la reconstruction et la résilience à plus long terme pour appuyer la réalisation des objectifs de développement durable, et l'adaptation de l'approche opérationnelle du FIDA à l'évolution de la situation en rapport avec la COVID-19. S'agissant de la résilience, les Membres ont préconisé une approche intégrée qui prendrait en compte les différents types de chocs affectant les moyens d'existence ruraux.
8. Un appui a été exprimé à la théorie du changement proposée pour le modèle opérationnel de FIDA12, et notamment à l'accent mis sur la réalisation de programmes de pays porteurs de transformation, avec un renforcement de la transversalisation, du ciblage, du cofinancement, des partenariats et des innovations. Les Membres ont accueilli favorablement la "proximité" et "l'adaptabilité" comme les deux principes directeurs du modèle opérationnel, et sont convenus de la nécessité d'accroître l'efficacité et la durabilité au niveau des projets grâce à l'intégration des thèmes à transversaliser, question déjà examinée en juin, et grâce à un suivi plus étroit et une plus forte appropriation par le gouvernement. Un appui a aussi été exprimé en faveur du plan du FIDA prévoyant d'accroître la décentralisation pendant la période de FIDA12, mais des informations complémentaires ont été demandées à propos des incidences budgétaires, de l'exécution dans le contexte actuel difficile, et des liens entre le renforcement de la présence dans les pays et les effets directs des politiques. Plusieurs Membres ont encouragé l'adoption d'une approche prudente du principe d'adaptabilité pour s'assurer qu'il ne compromettait pas l'impact en matière de développement.
9. Les partenariats, le cofinancement, la coopération Sud-Sud et triangulaire, et la coordination au niveau du pays, y compris avec les équipes de pays des Nations Unies et les institutions financières internationales, ont été soulignés comme particulièrement importants pour faciliter l'échange de savoirs et le partage d'enseignements sur les moyens d'accroître l'impact et de collaborer avec le secteur privé. L'accent croissant mis par le FIDA sur les politiques a été accueilli avec intérêt, mais les Membres ont demandé au FIDA d'être plus concret quant à ses intentions et ses plans en matière de participation à l'élaboration des politiques, et notamment sa proposition d'essai pilote de prêts consentis à l'appui de réformes. Les Membres ont apprécié l'accent accru porté aux contextes fragiles, ainsi que les précisions communiquées à cet égard sur le plan d'action de la direction.
10. Plusieurs Membres ont accueilli avec satisfaction le projet visant à étendre le programme de travail du FIDA grâce à des moyens d'engagement nouveaux ou élargis, par exemple par le biais du financement par le secteur privé et par des dons (Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne [ASAP+]). Il était toutefois important de veiller à ce que la réponse du FIDA à la COVID-19 soit liée à son programme de travail. Ils ont aussi demandé des informations complémentaires sur la manière dont les programmes nouveaux ou élargis seraient intégrés dans le programme de prêts et dons, et sur la manière dont le FIDA prévoyait d'éviter ou de gérer le risque de substitution. Les Membres ont demandé en particulier des informations sur les types d'instruments de financement et les approches disponibles pour la collaboration avec le secteur privé, et sur la manière dont le FIDA garantirait les liens entre le portefeuille souverain et le portefeuille non souverain.
11. S'agissant de la dimension des projets durant la période de FIDA12, il a été mentionné que l'approche du FIDA devrait être adaptée au contexte et que, dans certains contextes, des projets de plus grande taille pourraient avoir un impact plus important et favoriser les effets directs des politiques. Les Membres ont souligné la nécessité de renforcer les garanties dans le cadre de FIDA12, en particulier à la lumière de la taille croissante des projets du FIDA. Des éclaircissements ont été

demandés sur les investissements dans les infrastructures rurales prévus durant FIDA12. La direction a élargi le plan du FIDA qui visait à répondre à la demande croissante d'infrastructures rurales; ce plan mettrait l'accent sur des infrastructures inclusives tout en apportant un complément aux investissements d'autres institutions. Le plan s'intéresserait aussi à l'infrastructure numérique en tant que nouveau domaine d'intérêt susceptible d'améliorer l'accès des ménages ruraux aux débouchés commerciaux.

12. En ce qui concernait les dons ordinaires, les Membres ont demandé des éclaircissements supplémentaires quant à leur rôle, et ont noté les compromis entre les dons ordinaires et les ressources disponibles sous forme de dons pour les pays relevant du Cadre pour la soutenabilité de la dette. La direction a souligné l'importance du rôle joué par les dons ordinaires pour le renforcement des capacités, l'élargissement des partenariats et la mobilisation de ressources. Elle a indiqué que, dans une prochaine étape, une réunion informelle serait organisée pour fournir davantage d'informations sur le programme de dons ordinaires. Une version révisée du document d'orientation serait également présentée à la session de décembre du Conseil d'administration. Plusieurs Membres ont aussi demandé que des engagements plus concrets soient pris en vue d'un alignement sur l'approche opérationnelle proposée. La direction a confirmé que des engagements détaillés seraient inclus dans le projet de rapport sur FIDA12, qui serait soumis pour examen en octobre, dans le cadre du projet de matrice des engagements de FIDA12.

B. Cadre et scénarios de financement

13. Le débat sur le cadre et les scénarios de financement a confirmé à nouveau l'appui des Membres à une solide reconstitution des ressources et à une base de ressources plus diversifiée en vue d'un impact optimisé.
14. La direction a souligné les mesures prises récemment pour moderniser l'architecture financière, et notamment le renforcement des mécanismes de gestion des risques pour les futurs cycles de reconstitution des ressources, à compter de FIDA12. Un large consensus a été exprimé à propos de l'approche du cadre financier proposé, ainsi qu'un fort engagement à garantir la viabilité financière à long terme du Fonds. Les Membres ont reconnu que les ressources de base provenant de la reconstitution devaient demeurer le fondement des finances du FIDA, et que la situation actuelle exigeait une augmentation du financement de base pour maintenir ou accroître le niveau d'appui du FIDA aux pays les plus pauvres et les plus surendettés.
15. Les Membres ont souligné l'importance de l'emprunt dans tous les scénarios et de la mobilisation des ressources de base par le biais du cofinancement et de ressources additionnelles comme le Programme de participation du secteur privé au financement et l'ASAP+. Le projet de Cadre d'emprunt intégré, qui fait partie des points à l'ordre du jour du Conseil d'administration de septembre 2020, a été évoqué par plusieurs membres, certains demandant des éclaircissements quant aux types d'emprunt envisagés dans le Cadre. Plusieurs Membres ont indiqué qu'ils étaient disposés à envisager des emprunts souverains, y compris les prêts concessionnels de partenaires, et reconnu l'importance de parvenir à une conclusion sur le Cadre d'emprunt intégré afin de déterminer l'ensemble de l'enveloppe d'emprunt et du programme de travail pour FIDA12, ainsi que l'allocation des ressources au titre de FIDA12.
16. S'agissant de l'allocation des ressources, les Membres ont réaffirmé qu'il importait de cibler les pays les plus pauvres, les plus fragiles et les plus surendettés, tout en préservant l'universalité du FIDA. Un certain nombre de Membres ont noté que la Consultation n'était pas encore parvenue à un consensus sur l'allocation des ressources de base, et que l'hypothèse sous-tendant tous les scénarios relatifs à l'allocation des ressources de base exigeait un examen plus approfondi et un

accord. La direction a confirmé sa volonté de créer un deuxième guichet pour les ressources empruntées, et de débattre des allocations aux pays au titre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) de FIDA12, dans les semaines à venir avec le Groupe de travail sur le SAFP. Des détails supplémentaires pourraient alors être fournis à propos de la répartition des ressources en fonction des catégories de revenus et des scénarios. Certains Membres se sont demandé si le montant des dons ordinaires pouvait être réduit dans les scénarios les plus élevés. Il a été convenu que le volume des dons ordinaires serait examiné plus avant en octobre, lors de la troisième session.

17. Plusieurs Membres ont suggéré de réduire le nombre de scénarios financiers. Un certain appui a été manifesté pour le scénario le plus élevé (scénario E), et personne n'a exprimé son appui aux deux scénarios les plus bas (scénarios A et B). Dans l'ensemble, les Membres ont indiqué qu'il était trop tôt pour limiter la reconstitution à un scénario particulier. Le Président a invité les listes à tenir des réunions avant la prochaine session de la Consultation, en octobre, pour examiner les scénarios et contribuer à en réduire le nombre et, en fin de compte, pour éviter les écarts entre l'objectif et les promesses, comme cela s'était produit lors des récentes reconstitutions.

C. Cadre de gestion des résultats

18. Les Membres ont pris note de la présentation du projet de structure proposée pour le CGR de FIDA12 et des changements prévus pour certains des indicateurs. L'inclusion d'indicateurs supplémentaires a également été suggérée. Quelques observations ont aussi été formulées à propos des cibles de certains indicateurs concernant les thèmes à transversaliser, et à propos de la nécessité d'inclure des indicateurs et des cibles permettant de suivre les progrès accomplis par rapport à la théorie du changement de FIDA12. Le temps disponible n'étant pas suffisant pour examiner le projet de CGR, le président de la Consultation a demandé aux Membres de lui communiquer leurs observations la semaine suivante. Il a été convenu qu'une réunion informelle se tiendrait sur ce thème au début du mois de septembre.

D. Déclaration finale

19. Le président de la Consultation a résumé les points saillants des débats et tracé les grandes lignes des prochaines étapes, en particulier en ce qui concernait les engagements à venir sur la transition et le reclassement, les réunions informelles sur le CGR et les dons ordinaires, et la troisième session de la Consultation, actuellement prévue du 19 au 21 octobre. Il a ensuite remercié tous les États membres, les interprètes ainsi que le personnel et la direction du FIDA d'avoir contribué à la réussite des deux réunions de la deuxième session. Les discours d'ouverture et de clôture du Président du FIDA seraient communiqués par écrit aux Membres. Le président de la Consultation a remercié tous les participants pour leur contribution riche et constructive au dialogue [[lien](#)].

Synthèse du président de la Consultation: Première réunion de la deuxième session de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA

1. Les membres de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), la direction et des membres du personnel du Fonds se sont réunis à Rome les 16 et 17 juin 2020 dans le cadre de la première réunion de la deuxième session de la Consultation pour évoquer la question de la transition/du reclassement, les thématiques transversales de FIDA12, ainsi que les répercussions financières et tests de résistance liés à la COVID-19. Des représentants de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, de la Banque asiatique de développement et du Fonds vert pour le climat étaient présents en qualité d'observateurs.
2. Après les observations liminaires du président externe de la Consultation, Kyle Peters, le Président du FIDA a prononcé un discours d'ouverture au cours duquel il a souligné les graves conséquences de la COVID-19 sur la santé humaine, l'économie, la pauvreté et la sécurité alimentaire. Dans ce contexte, il a réitéré la nécessité pour le FIDA de doubler son impact d'ici à 2030 et de renforcer la résilience des populations rurales qui, en temps de crise, portaient systématiquement une trop lourde part du fardeau.
3. Durant la session, le représentant de l'Égypte a annoncé que son pays contribuerait à hauteur de 3 millions d'USD à FIDA12, soit autant que lors du cycle précédent, preuve de l'engagement infaillible de l'Égypte à l'égard du mandat du FIDA. Le président lui a signifié sa gratitude pour cette annonce anticipée, à plus forte raison au vu des difficultés de la conjoncture actuelle.
4. L'ordre du jour a été adopté sans modifications.

A. Transition/reclassement

5. La direction a présenté une proposition relative à un processus de transition/reclassement reposant sur quatre piliers. Cette proposition était le fruit d'une concertation menée entre les membres au cours des semaines précédentes, notamment à l'occasion de la réunion informelle du 11 mai 2020.
6. Les membres ont salué cette nouvelle proposition, en particulier l'évolution dans le sens d'une approche consultative en matière de transition/reclassement, plus conforme aux pratiques observées dans d'autres institutions financières internationales. Ils ont estimé qu'elle représentait une nette amélioration par rapport à la proposition initiale, et affirmé leur volonté de parvenir à un consensus à ce sujet.
7. Les membres ont reconnu qu'il était justifié pour le FIDA de concentrer ses ressources de base sur les pays à faible revenu (PFR) et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI). Les membres sont également convenus que le FIDA devait continuer à fournir un appui adapté aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS), compte tenu de leur rôle important dans la gouvernance du FIDA, sa viabilité financière, les contributions à la reconstitution de ses ressources, l'échange de savoirs et la coopération technique Sud-Sud (CSST).
8. Des vues divergentes ont été exprimées concernant la proposition d'allouer 100% des ressources de base aux PFR et aux PRITI, sans garantie qu'il y aurait suffisamment de ressources empruntées pour allouer au moins 11% (et jusqu'à 20%) du programme de prêts et dons (PPD) de FIDA12 à des PRITS. Certains membres ont estimé qu'aucune ressource de base ne devrait être allouée à des

PRITS; d'autres étaient favorables à la proposition de la direction consistant à utiliser les ressources de base dans l'éventualité où le niveau de ressources empruntées ne suffirait pas à atteindre le seuil de 11% de FIDA11. Il a été demandé d'explorer différentes options qui permettraient de garantir un certain niveau de financement aux PRITS. Les membres ont fait remarquer que la capacité du FIDA à mobiliser suffisamment de ressources empruntées, et les conditions de financement y relatives, étaient essentielles pour parvenir à un consensus sur cette question, et ont souligné l'importance du Cadre d'emprunt intégré et de la procédure de notation de crédit pour FIDA12. La direction a répondu que les ressources empruntées seraient suffisantes si elles s'accompagnaient d'une solide reconstitution des ressources, d'une notation de crédit positive et de l'approbation du cadre d'emprunt intégré. Le FIDA, toutefois, ne maîtrisait pas pleinement le calendrier de la procédure de notation de crédit. La direction a également fait observer qu'il y aurait au cours des prochains mois plusieurs occasions de débat avec le Conseil d'administration, durant lesquelles les membres seraient informés de la situation et des perspectives en matière d'emprunt.

9. S'agissant des conditions de financement, le principe de la tarification différenciée pour les ressources additionnelles empruntées a fait l'objet d'un consensus général, mais des éclaircissements ont été demandés concernant les modalités applicables aux PRITS, notamment concernant les prêts probablement octroyés à plus courte échéance. La direction a indiqué que la notation de crédit, dont le processus devrait s'achever avant la fin de la Consultation sur FIDA12, apporterait davantage de précisions quant aux conditions de financement attendues pour les PRITS.
10. Les membres ont globalement adhéré à la proposition d'utiliser les programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) comme instruments de concertation pour le processus de transition/reclassement. Ils se sont également montrés favorables dans l'ensemble à ce que des variables supplémentaires soient envisagées pour le processus de transition/reclassement. Il a été également suggéré que l'on utilise des variables correspondant plus spécifiquement au mandat du FIDA. Des précisions supplémentaires ont toutefois été demandées quant au calendrier de cette concertation. Les membres ont exprimé des points de vue différents quant au calendrier approprié pour un réexamen des COSOP des pays ayant atteint le seuil de revenu à partir duquel peut s'ouvrir le débat sur un éventuel reclassement: certains membres ont suggéré que ce délai soit allongé, d'autres pensant au contraire qu'il pouvait être réduit. Plusieurs membres ont également estimé que des seuils et calendriers clairement définis concernant le processus de reclassement devraient figurer dans les COSOP. D'autres ont souligné que le processus et le calendrier proposés étaient adéquats, tout en convenant que ceux-ci devaient être harmonisés avec les cycles de planification des pays. La direction a précisé qu'au FIDA, les COSOP couvraient habituellement une période de six ans, mais que cette période pouvait être plus longue ou plus courte en fonction du contexte du pays. Il a été noté que les COSOP comportaient déjà une stratégie de transition pour chaque pays et une annexe spécifique reflétant les scénarios de transition/reclassement, ainsi qu'un cadre de résultats révisé chaque année, et aussi de manière plus formelle lors d'un examen à mi-parcours. Il a également été noté que la conduite d'examen par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA constituait une condition préalable à la préparation des COSOP.
11. Un consensus s'est dégagé quant à la nécessité de prévoir la possibilité, pour certains pays, de basculer à nouveau (déclassement) dans une catégorie de revenu inférieure. Toutefois, des membres ont exprimé leur préoccupation quant à l'opportunité de mettre en place un "coussin de sécurité" pour les déclassements, notant que cette possibilité devait être envisagée avec prudence compte tenu d'autres besoins urgents de financement de la part du FIDA.

12. Le président a proposé d'entreprendre, dans une prochaine étape, une concertation avec les Coordonnateurs de liste et d'autres délégués, en consultation avec la direction, pour rechercher une marche à suivre. Ceci permettrait à la direction d'apporter des modifications à l'additif pour favoriser l'obtention d'un consensus plus large sur la question.

B. Thèmes à transversaliser dans FIDA12

13. La direction du FIDA a présenté un document sur les moyens d'approfondir l'impact et renforcer la résilience dans FIDA12 grâce à la transversalisation. Le document proposait une approche relative aux quatre thèmes à transversaliser et à une plus grande intégration entre ces thèmes, et proposant en outre une voie à suivre pour les thèmes supplémentaires suggérés – biodiversité, personnes handicapées et peuples autochtones. Dans le document, on examinait également comment la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) pouvait contribuer à appuyer les thèmes à transversaliser et comment il était possible d'améliorer la mesure des résultats du programme de transversalisation, et quelle approche des thèmes à transversaliser serait adoptée dans les situations de fragilité.
14. Les quatre thèmes à transversaliser – changements climatiques, genre, jeunes et nutrition – ont recueilli l'assentiment, ainsi que la voie à suivre proposée concernant la biodiversité, les personnes handicapées et les peuples autochtones. Les membres ont également souhaité que l'on fasse preuve d'une ambition accrue, tout en s'appuyant sur les enseignements tirés.
15. De nombreux membres ont souligné l'importance d'une focalisation constante sur l'innovation et le renforcement des capacités aux niveaux régional et national, en particulier dans les contextes de pays difficiles. Ils ont également souhaité que l'on mette davantage l'accent sur la CSST pour appuyer les domaines de transversalisation en vue d'optimiser l'impact en matière de développement.
16. Les membres se sont félicités de l'accent accru placé par le FIDA sur les opérations menées dans les situations de fragilité, et ont demandé plus de précisions à ce sujet – en particulier sur le lien entre la fragilité et les thèmes à transversaliser. Il a été noté que le document relatif au modèle opérationnel et au cadre financier, qui serait présenté durant la session de juillet, offrirait l'occasion d'un nouvel examen de cet aspect.
17. Les membres ont demandé que les cibles et la mesure des résultats et de l'impact des opérations du FIDA dans les quatre thèmes à transversaliser soient plus ambitieuses. Ils ont également noté la nécessité de maintenir la coordination avec les partenaires stratégiques afin d'optimiser l'impact. Certains membres ont souligné la nécessité de faire preuve de réalisme et de fixer la priorité des résultats en fonction des capacités disponibles et des ressources financières attendues pour FIDA12. Les membres se sont réjouis de la proposition de la direction consistant à accroître les actions visant à traiter la question de la biodiversité dans le cadre du programme du FIDA relatif aux changements climatiques et à l'environnement, soulignant par ailleurs le rôle important des peuples autochtones à cet égard. Des précisions supplémentaires ont été demandées quant à la manière dont le FIDA comptait renforcer son action en matière de biodiversité dans le cadre de la stratégie proposée. Certains membres ont demandé que des engagements spécifiques soient pris en matière de biodiversité, et souhaité notamment recevoir des informations sur l'empreinte carbone du FIDA. La direction a pris note de la demande, formulée par plusieurs Membres, visant à mettre davantage en évidence les liens contextuels entre agriculture, climat, environnement, culture et traditions locales dans les projets du FIDA. Pour ce qui concernait la terminologie, le FIDA suivra la pratique du Comité de la sécurité alimentaire ou du G20.
18. Certains membres ont estimé que ce document aurait pu comporter davantage de précisions sur les actions concrètes menées dans chaque domaine, et décrire la manière dont les activités menées en réponse à la COVID-19 pouvaient être reliées

aux engagements en matière de transversalisation pour appuyer le rôle du FIDA dans l'amélioration de la résilience rurale et la contribution à "reconstruire en mieux". Certains membres ont également demandé des précisions pour savoir comment le Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne et le Programme de participation du secteur privé au financement seraient intégrés aux différents thèmes et appuieraient le PPD à cet égard. Ils ont estimé qu'il convenait de veiller à ce que les thèmes à transversaliser soient étroitement liés au PPD et aux autres mécanismes.

19. En conclusion, le président a indiqué que la direction s'entreferait avec les membres de leurs suggestions, notamment concernant la nécessité d'expliquer comment le programme de transversalisation s'inscrit dans la narration d'ensemble de FIDA12, ainsi que ses liens avec les indicateurs et cibles du projet de cadre de gestion des résultats — qui serait joint en annexe au document relatif au modèle opérationnel et au cadre financier à examiner en juillet. Le résultat d'ensemble des débats sur les thèmes à transversaliser figurerait dans le projet de document relatif à la reconstitution des ressources, qui serait examiné au mois d'octobre.

C. COVID-19: répercussions financières et tests de résistance

20. La direction a présenté un aperçu des répercussions financières attendues de la COVID-19 ainsi que le résultat des tests de résistance spécifiques concernant l'emprunt, l'encaissement des contributions, le surendettement et le remboursement des prêts.
21. Les membres se sont déclarés satisfaits des informations fournies et de l'assurance que la direction suivait la situation de près et qu'elle continuait de communiquer de manière ouverte et transparente avec ses emprunteurs et ses membres en ces temps incertains.
22. Les membres ont réaffirmé leur soutien concernant les récentes réformes de l'architecture financière, et exprimé leur préoccupation quant à la pression exercée par la présente conjoncture sur la situation financière du FIDA et au peu de marge actuellement disponible pour faire face aux chocs de liquidité. La direction a noté dans sa présentation que l'un des effets de la situation actuelle était que le PPD associé aux scénarios de reconstitution de FIDA12 pourrait en être affecté. Plusieurs membres se sont demandé si les hypothèses sur lesquelles reposaient les tests de résistance financiers n'étaient pas trop optimistes, notamment celles concernant les prêts à risque. D'autres scénarios concernant l'impact du programme d'emprunt proposé par le FIDA ont été demandés. De nombreux membres ont souligné que les conditions financières actuelles exigeaient une reconstitution ambitieuse soutenue par un accès garanti à l'emprunt, en vue d'assurer la viabilité financière à long terme du FIDA et de maintenir sa capacité à aider les pays les plus pauvres par le biais du Cadre pour la soutenabilité de la dette. Bien que la direction n'en ait pas la maîtrise intégrale, il était peu probable que les scénarios présentés se réalisent entièrement, encore qu'une certaine combinaison d'entre eux pourrait se concrétiser — ce qui ferait l'objet d'un suivi étroit pendant les consultations.
23. Dans l'ensemble, il a été souligné que les débats du mois de juillet sur les scénarios financiers de FIDA12 devaient prendre en considération ces aspects liés à la viabilité financière pour que soit possible un impact à long terme, et garantir que les moyens financiers prévus soient à la hauteur des ambitions sur le plan opérationnel.

D. Déclarations finales

24. Le président de la Consultation a fait la synthèse des principaux points abordés lors des débats et évoqué les prochaines étapes, notamment les points à l'ordre du jour de la réunion de juillet. Il a ensuite remercié tous les États membres, les interprètes ainsi que le personnel et la direction du FIDA pour avoir contribué à la

réussite de cette première réunion de la deuxième session. Le Président du FIDA a déclaré que, compte tenu du peu de temps restant, ses observations finales seraient communiquées aux membres par écrit. Il a remercié tous les participants pour leur participation riche et constructive au dialogue [[lien](#)].